

A Bruxelles, des opposants rwandais accusent le régime Kagame de "tortures"

@rib News, 19/06/2019 Source AFP Des dirigeants de l'opposition rwandaise en exil ont accusé mardi à Bruxelles le régime du président Paul Kagame d'avoir "torturé" le chef rebelle Callixte Nsabimana, qui a plaidé coupable de "terrorisme" le mois dernier après son arrestation.

Callixte Nsabimana, qui se fait appeler "Sankara", est accusé par le gouvernement rwandais de "formation d'un groupe armé irrégulier, complicité d'actes terroristes, (...), prise d'otages, meurtre et pillage". Il est le porte-parole du Front de libération nationale (FLN), un groupe armé qui a revendiqué la responsabilité de nombreuses attaques dans la région du parc national Nyungwe (sud-ouest), prise des touristes. Arrivé selon ses proches aux Comores, où il s'était réfugié puis transféré à Kigali, "Sankara" a plaidé coupable, le 23 mai devant un tribunal, de toutes les accusations portées à son encontre. Il a aussi admis avoir collaboré avec les services de renseignement du Burundi et l'armée ougandaise. Mais pour les opposants Paul Rusesabagina et Faustin Twagiramungu, ces déclarations résultent des "tortures" subies. "Si vous étiez à sa place, on vous torture pendant un mois et plus, qu'est ce que vous diriez ? (...) Tout ce qu'ils vous demandent!", a affirmé à Bruxelles M. Rusesabagina, président et fondateur du Mouvement rwandais pour le changement démocratique (MRCD), dont Callixte Nsabimana est un vice-président. "Si M. Sankara est en prison aujourd'hui c'est que tous les opposants, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur, sont malmenés, torturés et une bonne partie d'entre eux ont été assassinés", a-t-il accusé, qualifiant le chef rebelle de "martyr". M. Rusesabagina, qui fut lors du génocide de 1994 le directeur de l'hôtel des Mille collines (dépeint dans le film Hôtel Rwanda), s'exprimait lors d'une conférence de presse aux côtés de Faustin Twagiramungu, ex-Premier ministre, actuel président du parti RDI (Rwandan Dream Initiative). Les deux hommes ont officialisé l'union de leurs formations, le RDI devenant le 4e parti de la plateforme MRCD fondée en 2018, une des composantes d'une opposition morcelée. Ils ont appelé trois autres partis à les rejoindre pour "lutter comme un seul homme" contre le régime de Paul Kagame, qualifié de "dictature cruelle". Souhaitant "une unité du peuple rwandais" la plus large possible, ils ont assuré ne pas exclure des discussions à terme avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe rebelle basé en RDC qui mène des attaques au-delà de la frontière, contre les forces rwandaises. "Les FDLR sont des enfants du Rwanda", ont soutenu les deux opposants. Au pouvoir depuis 1994, Paul Kagame a été élu président au suffrage universel en 2003, puis réélu en 2010 et 2017. Aux législatives de 2018, un seul parti d'opposition avait obtenu voix, le Parti démocratique vert (qui occupe deux des 80 sièges de la chambre basse du Parlement).